

APPEL A PROJETS 2018-2019

« Mobilisés contre le racisme, l'antisémitisme, la haine et les discriminations anti-LGBT »

La délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH) soutient et encourage les initiatives de la société civile engagée contre les haines et les discriminations.

En 2018, 212 projets de lutte contre la haine et les discriminations anti-LGBT répartis dans 82 départements ainsi que 560 actions de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, répartis dans 90 départements, ont été subventionnés et sont venus compléter la mobilisation et l'action des services de l'Etat et des collectivités territoriales contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations anti-LGBT.

Fort du succès rencontré lors des précédentes éditions, la DILCRAH a souhaité renforcer la visibilité et la cohérence de ces soutiens en fusionnant le calendrier des deux dispositifs « lutte contre le racisme et l'antisémitisme » et « lutte contre la haine et les discriminations anti-LGBT ». Doté de deux enveloppes de 1 ,8 million d'euros et 500.000 euros, ce nouvel appel permettra de promouvoir des projets citoyens liés à l'éducation, la prévention, la formation et l'aide aux victimes, ainsi que les actions de communication et l'organisation d'événements en lien avec la lutte contre le racisme et l'antisémitisme et la lutte contre la haine et les discriminations anti-LGBT.

Ensemble, continuons à faire reculer la haine!

QUI PEUT CANDIDATER?

Cet appel à projets s'adresse d'abord aux structures dont l'objet principal est de lutter contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations anti-LGBT, et/ou de promouvoir les valeurs

de la République, et/ou de mener une action éducative et pédagogique. Elles peuvent être constituées de professionnels et/ou de bénévoles, de type associatif ou non. Peuvent donc notamment candidater les associations loi 1901, les établissements culturels, les établissements scolaires et universitaires.

QUELS PROJETS PEUVENT ÊTRE SOUTENUS?

Cette année, l'appel à projets a pour but de soutenir les actions à **portée territoriale** qui s'inscrivent dans les objectifs du « plan national de lutte contre le racisme et l'antisémitisme 2018-2020 » et du « plan de mobilisation contre la haine et les discriminations anti-LGBT » librement consultables et téléchargeables.

En partant du dialogue engagé lors du dernier CORA organisé le 18 juillet dernier, nous proposons de structurer l'appel à projet autour de deux axes, selon lesquels les projets seront éligibles :

- le premier axe portera sur le thème 2 du plan national "Éduquer contre les préjugés", en améliorant notamment la réponse de l'institution scolaire et en accompagnant les équipes éducatives confrontés à ces difficultés,
- le deuxième axe consacré quant à lui au thème 4 du plan national "Investir les nouveaux champs de mobilisation", dont les actions sont destinées à la mobilisation du tissu économique contre les discriminations à l'embauche.

QUELS PROJETS SERONT RÉJETES?

Ne seront pas retenus les projets trop généraux ou ne faisant pas de lien concret et direct avec la lutte contre le racisme, l'antisémitisme, la haine et/ou les discriminations anti-LGBT (généralités sur « la citoyenneté », « le vivre-ensemble », « les valeurs » comme par exemple: « les valeurs du sport », projet portant exclusivement sur l'égalité femme-homme, la radicalisation, etc).

COMMENT SERONT SÉLECTIONNÉES LES CANDIDATURES ?

Les candidatures font d'abord l'objet d'une instruction et d'une pré-sélection locale dans le cadre du Comité Opérationnel de lutte contre le Racisme et l'Antisémitisme (CORA), présidé par M. le préfet de la Somme ou son représentant.

La DILCRAH procède, nationalement, à l'étude finale des projets et décide du montant de la subvention allouée pour chaque dossier retenu. La DILCRAH s'assure notamment du respect des objectifs précédemment cités et de l'équité territoriale.

QUELS SONT LES ENGAGEMENTS DES LAURÉATS?

- Les lauréats s'engagent à mettre en œuvre leur projet dans le courant de l'année 2019.
- Les lauréats s'engagent à respecter les valeurs de la République.
- Les lauréats doivent apposer le logo de la DILCRAH sur tous les supports de communication relatifs à l'action financée.

- Les lauréats s'engagent à rendre compte de leur action :
- par l'intermédiaire de la plate-forme des partenaires de la DILCRAH, accessible à l'adresse suivante : www.dilcrah.fr/partenaires/
- par l'envoi, à l'issue de l'action, des pièces justificatives à :
- * la préfecture de la Somme 51, rue de la République 80000 Amiens
- * et à la DILCRAH.

COMMENT DÉPOSER UN DOSSIER DE CANDIDATURE ?

Quelles sont les pièces à fournir?

Le dossier de candidature comporte :

- Le formulaire CERFA N°12156*03 (annexe 1).
- Le formulaire de synthèse du projet (annexe 2).
- Les statuts régulièrement déclarés, en un seul exemplaire. Si l'association est enregistrée dans le répertoire national des associations (RNA) (Cf. page 2), il n'est pas nécessaire de les joindre.
- La liste des personnes chargées de l'administration de l'association régulièrement déclarée (composition du conseil, du bureau, ...). Il n'est pas nécessaire de la joindre si l'association est enregistrée dans le RNA.
- Un relevé d'identité bancaire, portant une adresse correspondant à celle du n° SIRET.
- Si le dossier de candidature n'est pas signé par le représentant légal de l'association, le pouvoir donné par ce dernier au signataire.
- Les comptes approuvés du dernier exercice clos.
- Le rapport du commissaire aux comptes pour les associations qui en ont désigné un, notamment celles qui ont reçu annuellement plus de 153 000 euros de dons ou de subventions.
- Le cas échéant, la référence de la publication sur le site internet des JO des documents cidessus. En ce cas, il n'est pas nécessaire de les joindre.
- Le plus récent rapport d'activité approuvé.
- Le compte-rendu financier de subvention si le porteur de projets a été subventionné l'année n-1.

Où déposer mon dossier de candidature ?

Préfecture de la Somme

Direction des sécurités — Bureau de la sécurité intérieure et de la police administrative 51, rue de la République — 80000 Amiens

Quand et comment les lauréats de l'appel à projets seront-ils avisés?

Les lauréats de l'appel à projets seront avisés au cours du mois de janvier 2019 par la préfecture de la Somme – Direction des sécurités – bureau de la sécurité intérieure, du montant de la subvention qui leur a été attribué et des modalités de versement de cette subvention.

CALENDRIER

- Du 22 octobre 2018 au 20 novembre 2018: dépôts des candidatures,
- Du 20 novembre au 30 novembre 2018: analyse des candidatures et sélection,
- Du 30 novembre au 20 décembre 2018 : Commissions nationales d'attribution,
- Avant le 31 janvier 2019 : Notification des résultats de l'appel à projets aux lauréats.